



**Le secteur manufacturier,
carte maîtresse de la relance de l'économie québécoise**

Mémoire au Gouvernement du Québec

Fédération des chambres de commerce du Québec

Comité manufacturier, innovation et exportation

Septembre 2021

Table des matières

Introduction

1. Stimuler la demande intérieure grâce à l'accès aux marchés publics
2. Rétablir une base de revenus d'exportations de biens viable à court et moyen termes
3. Accélérer les investissements des entreprises dans leur transition technologique et en innovation dans toutes les régions du Québec
4. Assurer la requalification des travailleurs en travailleurs du savoir

Conclusion

Introduction

Dès son investiture, le gouvernement du Québec a nommé son programme pour la durée de son mandat « L'audace d'agir ». Un des points phares de ce programme concernait l'économie du Québec de manière générale et a pris pour intitulé « Augmenter le niveau de richesse dans le respect de l'environnement », avec plusieurs objectifs quantifiables ambitieux :

1. Accélérer les investissements des entreprises dans leur transition technologique et en innovation dans toutes les régions du Québec
2. Augmenter le nombre d'emplois bien rémunérés
3. Accroître les exportations de biens et services
4. Accompagner les entreprises dans leur transition énergétique et lutter contre les changements climatiques
5. Accroître la vitalité économique de nos régions

Il va sans dire que la pandémie a grandement perturbé l'atteinte de ces résultats et qu'il est nécessaire de formuler un plan de match pour assurer une sortie de crise fructueuse.

La conjoncture économique du Québec et d'autres juridictions partout dans le monde ont été bouleversées au premier trimestre 2020, faisant suite à la déclaration d'une pandémie liée à la Covid-19. Alors que les économies étaient fortement perturbées, au Québec comme ailleurs, de nombreux sous-secteurs manufacturiers ont été identifiés comme essentiels pour maintenir l'activité nationale et assurer la protection de la population. D'autres ont dû s'arrêter et subir de plein fouet un confinement nécessaire pour maintenir la santé des travailleurs, encore imprévisible quelques mois auparavant.

Premier contributeur à l'économie du Québec avec 13,5 %¹ du PIB en 2018, devant le secteur du commerce de gros et de détails (11,4 %), l'immobilier (11,3 %) et la construction (6,4 %), le secteur de la fabrication est un pilier de l'économie du Québec. C'est sans compter son poids majeur dans les exportations québécoises avec 143 G\$ d'exportations de biens, en faisant un joueur 8 fois plus important que les ressources et deux fois plus que les services à ce niveau ; mais aussi le fait qu'il représente un dollar sur deux investis en recherche et développement. Le secteur de la fabrication au Québec c'est aussi 805 000 emplois directs et indirects qui contribuent aux 13,5 G\$ de revenus fiscaux et parafiscaux pour les deux paliers de gouvernements. Considérant cela, il est incontournable que le secteur manufacturier soit un allié majeur du Gouvernement du Québec dans l'atteinte de ses objectifs de redémarrage de l'économie.

En effet, alors que nous parlons aujourd'hui de relance économique du Québec, il est indéniable le secteur manufacturier jouera un rôle central dans les prochains mois, qu'il s'agisse de rétablir la courbe du chômage, tout comme de reprendre la croissance du PIB.

Les membres du Comité manufacturier, innovation et exportation de la Fédération des chambres de commerce du Québec, qui exercent au cœur du secteur de la fabrication et de sa chaîne de valeur, se sont exprimés sur le rôle du secteur manufacturier dans l'effort d'audace du Québec pour les prochaines années, en vue de stabiliser l'économie et d'augmenter son niveau de richesse. Le présent document résume les principaux défis du secteur suite à la Covid-19 et les solutions qui sont à portée de main. Quatre impératifs nous semblent prioritaires pour protéger les acquis et accélérer la croissance du secteur manufacturier québécois :

1. Stimuler la demande intérieure grâce à l'accès aux marchés publics
2. Rétablir une base de revenus d'exportations de biens viable à court et moyen termes
3. Accélérer les investissements des entreprises dans leur transition technologique et en innovation dans toutes les régions du Québec
4. Assurer la requalification des travailleurs en travailleurs du savoir

¹ Deloitte, Le point sur le Québec manufacturier, 6^e édition, « L'ère des transitions »

1. Stimuler la demande intérieure grâce à l'accès aux marchés publics

Le secteur du textile, oublié au Québec, a joué un rôle de premier plan au court de la récente crise avec ses textiles techniques et sanitaires (p. ex. masques, blouses médicales, etc.) nous permettant d'assurer une certaine souveraineté sanitaire. Ce secteur devrait bien s'en tirer surtout avec l'ouverture prévue des marchés publics québécois et la mise en place de regroupements d'achat par l'industrie.

À titre d'exemple, Logistik Unicorp, un fabricant québécois d'uniformes de sécurité, s'est reconverti en un temps record en producteur de blouses de protection médicale de haut niveau technique, et prévoit en livrer 11 millions au cours des 6 prochains mois, cela notamment grâce à une commande du Gouvernement du Canada qui les stockera dans l'inventaire national de matériel médical. Voici un exemple de comment l'accès aux marchés publics peut faire toute la différence. On parle de 4 500 employés de Logistik et de ses fournisseurs et sous-traitants qui peuvent maintenant revenir au travail. Cette nouvelle niche pour l'entreprise exigera des investissements en automatisation avancée et permettra aussi de développer de nouveaux marchés d'exportation.

Au même titre, pour la transformation de l'aluminium québécois, une ouverture des marchés publics, accompagnée du lancement de projets structurants en lien avec l'électrification des transports et l'utilisation d'aluminium vert seront des leviers importants pour sortir de la crise.

2. Rétablir une base de revenus d'exportations de biens viable à court et moyen termes

Le gouvernement du Québec s'est donné comme objectif d'augmenter les exportations afin qu'elles atteignent 50 % du PIB québécois¹. En 2018, elles correspondent à 48 % du PIB, desquels 27 % proviennent de produits du secteur manufacturier (15 % des services et 6 % des biens non manufacturiers). En tant que premier contributeur aux exportations du Québec, le secteur de la fabrication fait aujourd'hui face à plusieurs défis de taille. En effet, la frontière entre la politique internationale et l'économie est de plus en plus mince, des conflits internationaux de tout type se terminant aujourd'hui communément en l'instauration de tarifs douaniers, en embargos et en toute autre mesure restrictive.

Dans le contexte actuel créé par la pandémie de Covid-19, nous assistons à une amplification significative du repli sur soi des états à travers le monde. Tous les gouvernements ont tendance à prôner l'achat local afin de diminuer les risques en cas de nouveaux événements perturbateurs. Cette posture pourrait nuire aux exportations québécoises desquelles l'économie est dépendante. Ce phénomène accentuera le protectionnisme économique ainsi que le déclin du multilatéralisme. Les gouvernements devront être vigilants afin de faire respecter les accords de libre-échange déjà négociés. Les relations commerciales avec les États-Unis continueront d'être tendues, et la guerre commerciale États-Unis-Chine continuera fort probablement de sévir après la trêve pré-électorale. Le Québec pourrait se retrouver dans les tirs croisés entre les deux plus importantes économies manufacturières mondiales qui sont aussi ses deux grands partenaires commerciaux.

Ainsi, les entreprises qui ont le meilleur potentiel d'exporter, soit un cumul de moyens et de volonté, doivent être identifiées et accompagnées en priorité. Pour ce faire, Investissement Québec pourrait se munir d'une cellule d'experts en exportations qualifiés, qui ont eux-mêmes vécu les défis qui s'y rapportent, et qui auront l'opportunité de se rendre dans les entreprises identifiées avec pour objectif de les mentorer.

Dans la phrase prononcée par M. Legault : « Pour élever notre niveau de richesse, on doit donc exporter plus et diversifier nos marchés »², la diversification est un élément clé. En effet, 73 % des exportations de produits manufacturés québécois se dirigent vers les États-Unis, et seulement 10 % vers l'Union

¹ Deloitte, Le point sur le Québec manufacturier, 6^e édition, « L'ère des transitions »

² François Legault, Discours d'ouverture de la première session de la 42^e législature

européenne. En effet, les entreprises du Québec ont toujours eu davantage tendance à se diriger vers les États-Unis du fait de la proximité géographique et d'une culture d'affaires moins éloignée. Ainsi, encore trop peu d'entreprises profitent de l'accord de libre-échange avec l'Union européenne (AECG), ou encore de de l'accord de partenariat Transpacifique.

Il serait pertinent de cibler dans un premier temps les entreprises innovantes qui exportent aujourd'hui vers un ou deux pays de produits à valeur ajoutée, et qui démontrent un potentiel dans les marchés extérieurs, ayant un certain avantage concurrentiel et qui ont l'opportunité de commercialiser leurs brevets par exemple. Ces dernières ont déjà les prérequis, les compétences demandées par les exportations. Elles pourraient alors être accompagnées en premier avec pour objectif de se dé-risquer, en exportant dans davantage de pays, plutôt que de rester exposées aux aléas économiques et politiques d'un ou deux clients majeurs.

Toutefois, pour atteindre de nouveaux marchés comme l'Europe, l'Asie ou le reste du monde, il est nécessaire de s'adapter aux requis locaux, notamment au niveau des caractéristiques des produits. Aussi, l'adaptation à un nouveau pays, une nouvelle culture nécessite souvent la présence d'un hub sur place et d'un accompagnement local. Investissement Québec international pourrait alors jouer ce rôle de soutien. Les entreprises manufacturières doivent pouvoir profiter de missions commerciales en lien avec l'AECG et l'accord de partenariat Transpacifique, en priorisant le top 20 des plus grands acheteurs du Québec. Des mesures incitatives pourront être mises en place pour des missions ciblées, faites pour diversifier les exportateurs québécois.

Au-delà de l'action directe auprès des fabricants du Québec, le gouvernement doit travailler sur les barrières non tarifaires, notamment avec l'Union européenne. Il est essentiel de se prémunir contre des problématiques politiques qui peuvent entraver le commerce. Le gouvernement du Québec doit faire rempart contre la politisation du commerce. Il est responsable du maintien des marchés ouverts dans un contexte de montée du protectionnisme et des tendances autarciques.

3. Accélérer les investissements des entreprises dans leur transition technologique (automatisation avancée/numérisation) et en innovation dans toutes les régions du Québec

Le gouvernement du Québec vise une hausse de l'innovation et de la productivité, notamment par le biais de projets d'investissements privés. Il est primordial d'instaurer au Québec une culture des données comme pierre angulaire de la compétitivité, en ne misant pas uniquement sur les concepts d'Industrie 4.0, mais en encourageant un virage technologique, plus large, qui inclut aussi l'automatisation et la robotisation, et qui est plus en ligne avec le constat de la maturité numérique de bon nombre de fabricants au Québec. La clé du succès se résume à venir en aide à la stratégie manufacturière des entreprises, avant l'intégration de nouvelles technologies, parfois impertinentes selon les cas. À cet effet, la réalisation d'un dossier d'affaires, tel qu'offert par le CRIQ, permet une approche adaptée à chaque particularité d'une entreprise, en démontrant explicitement le retour sur investissement et les autres avantages de la réalisation d'un projet technologique.

Si la transition technologique touche de nombreux secteurs de l'économie, la fabrication est très certainement un des principaux concernés, avec la mouvance vers Industrie 4.0. À cet effet, le Québec ne semble pas encore avoir emboîté le pas d'une façon marquée, notamment en lien avec l'attentisme de ses entreprises manufacturières. Toutefois, les prévisions de croissance d'investissements privés dans le secteur manufacturier étaient de + 26 %¹ pour 2019, contre +9,3 % pour le secteur des services avant la crise.

À cet effet, la FCCQ fut heureuse d'assister le gouvernement du Québec dans sa quête d'adoption des nouvelles technologies, par le biais de la « Grande tournée manufacturière des chambres de

¹ Deloitte, Le point sur le Québec manufacturier, 6^e édition, « L'ère des transitions »

commerce ». En effet, des événements sont organisés dans 10 à 20 villes à travers le Québec pour présenter la 6^e édition de l'étude « Le point sur le Québec manufacturier : L'ère des transitions » de Deloitte et pour faire réfléchir les entrepreneurs sur la réalité des changements qui s'opèrent dans leur secteur. Un sondage réalisé après chaque événement démontre que la transition technologique est jugée prioritaire par les entreprises dans toutes les régions du Québec.

Dans le contexte actuel, on peut présager une volonté corporative de réaliser les investissements privés qui s'imposent en rapport avec la transition technologique et numérique des entreprises en autant que des mécanismes financiers appropriés soient disponibles notamment afin de protéger les liquidités. La crise devrait provoquer un sentiment d'urgence d'investir en automatisation avancée et dans les technologies numériques pour moderniser l'appareil de production et les autres activités des entreprises.

En effet, d'abord, il est à noter que certains paramètres comme une hausse de la productivité ainsi qu'une baisse de capacité des usines durant l'année 2019 pré-crise annonçait une augmentation des investissements privés significative (800 000 \$), comme quoi la tendance vers l'investissement en automatisation était déjà marquée. Rappelons que cette condition n'était pas présente auparavant, même en présence de mesures d'appui gouvernementales généreuses.

Ensuite, les entreprises viseront une productivité plus élevée afin de compenser une hausse prévue des coûts de matières premières et d'inventaire reliés à l'achat régional, qui comptera parmi les réponses des entreprises aux risques des chaînes d'approvisionnement mondiales.

De plus, les entreprises ont également compris que le numérique offre davantage de flexibilité en production pour réagir à des situations inattendues et perturbatrices. Les systèmes cyber physiques sont mieux habilités à prendre des décisions complexes permettant la continuité de la production en période de crise.

Enfin, l'automatisation sera perçue comme une solution pour faire face aux exigences liées aux mesures sanitaires actuelles et lors de futurs bouleversements à prévoir en étant moins dépendante de main-d'œuvre et ainsi en améliorant les contraintes pour rester en opération (réticences des employés de rester en poste, respect de la distanciation physique, etc.).

Il est clair que la condition gagnante de l'appui gouvernemental et de mécanismes financiers adaptés à Industrie 4.0 par les institutions financières devra être présente afin de compenser pour le manque de liquidité des entreprises suite aux pertes de revenus causés par la fermeture partielle de l'économie durant la crise COVID-19.

Un facteur de succès supplémentaire de l'investissement dans l'innovation des entreprises manufacturières qui se faisait valoir avant la crise est la simplification des processus administratifs liés aux demandes de financements gouvernementaux. M. Legault mentionnait d'ailleurs, « Le fardeau administratif des entreprises doit être allégé ». Cela va de pair avec le besoin d'une fiscalité qui encourage l'investissement des entreprises, autre engagement du gouvernement.

Mais, tel que mentionné, l'investissement manufacturier ne repose pas uniquement sur les contributions gouvernementales. Les institutions financières se doivent de transformer leur offre afin de s'adapter à la transition numérique des entreprises. Dans un même temps, il est crucial d'éduquer les manufacturiers sur l'évolution des modèles financiers et sur la considération des pertes d'opportunités à ne pas investir dans le virage technologique.

4. Assurer la requalification des travailleurs en travailleurs du savoir

Le premier ministre Legault répète que ce dont le Québec a besoin, ce sont « des jobs payantes », à 25 \$, 30 \$ ou 40 \$ de l'heure. À cet effet, le salaire moyen dans le secteur manufacturier était de 25,85 \$ par heure travaillée en 2018¹, soit 11 % plus élevé que le salaire moyen du Québec. D'ailleurs, une analyse de l'Institut du Québec démontre que l'écart de salaire entre le Québec et l'Ontario ne provient pas du secteur de la fabrication, qui offre déjà des emplois à forte valeur ajoutée, mais plutôt de celui des services.

Le secteur manufacturier compte aussi parmi ceux qui emploient le plus de fournisseurs. On parle de 10 à 12 fournisseurs, cela étant d'autant plus vrai dans un contexte de 4e révolution industrielle où les partenariats externes deviennent indispensables dans la transition et la progression des entreprises. En 2018, pour chaque 10 emplois directs créés dans le secteur manufacturier, 7,1 emplois indirects étaient créés dans le reste de l'économie. Au Québec, il n'est d'ailleurs pas rare de retrouver des municipalités dont l'économie gravite autour d'une entreprise manufacturière installée localement, avec une multitude de fournisseurs qui s'y sont rattachés.

À l'ère d'Industrie 4.0, de nombreux nouveaux métiers font leur apparition. Certaines tâches autrefois pénibles, répétitives, dangereuses, ne dépendront plus de travailleurs et pourront être prises en charge par une aide automatisée. Ainsi les employés pourront se concentrer sur des tâches à plus haute valeur ajoutée, faisant appel aux capacités propres à l'humain. D'ailleurs, de nouveaux métiers font leur apparition, on parle récemment, et on parlera dans un avenir proche de scientifique des données, d'opérateur et formateur de cobot, de statisticien de maintenance prédictive, d'experts en cyber-simulation, de programmeurs psychologues d'intelligence émotionnelle artificielle, etc. qui sont tous des métiers à haute valeur ajoutée dans un nouvel environnement industriel.

Ainsi, en lien avec le premier objectif du gouvernement, la hausse des investissements dans les équipements de fabrication avancée, de même que l'accélération du virage numérique devraient être favorisées afin de laisser davantage de place à ces métiers de l'avenir.

La solution passe aussi par une offre en formation de la main-d'œuvre, en requalification et en développement des compétences adéquate. Même si le taux de chômage sectoriel a augmenté ces derniers mois, la rareté de main-d'œuvre demeure dans certains secteurs (p. ex. santé, technologies de l'information, etc.) et il reste primordial de miser sur la requalification des travailleurs vers nos secteurs d'avenir. Pour ce faire, le gouvernement doit mettre en place des mesures incitatives efficaces, notamment dans les secteurs à haute valeur ajoutée (ex. systèmes électroniques, aéronautique, intelligence artificielle, etc.).

5. Cibles prioritaires

En vue de maximiser les efforts gouvernementaux en ce sens, il serait pertinent de **cibler dans un premier temps les entreprises à plus fort potentiel d'investissement**, qui correspondent à des moyennes entreprises, de 100 à 500 employés, dans des secteurs dynamiques, qui sont la source de la moitié du produit intérieur brut manufacturier du Québec. Ces entreprises sont davantage sensibilisées et prêtes à emprunter un virage technologique à court terme, et donc plus susceptibles d'investir dans des projets numériques.

Les sous-secteurs manufacturiers à surveiller étroitement pour accélérer la reprise de l'économie du Québec sont ceux qui contribuent largement aux exportations, qui ont une masse critique (un PIB) élevé, en plus de créer et maintenir un grand nombre d'emplois.

- L'aéronautique est une grande source d'inquiétude, demeurant dépendant de la reprise du secteur aérien et par le fait même des habitudes de voyage en nette baisse en sortie de crise. À titre d'exemple, des clients comme Air Canada qui perdent 1 G\$ au premier trimestre et consomment 22 M\$ de liquidité par jour avec des avions remplis à moins de 10 %, n'envisagent pas renouveler leur flotte dans un avenir proche. On peut alors s'attendre à ce que des PME dans la chaîne d'approvisionnement de l'aéronautique cherchent à se diversifier dans d'autres applications reliées au transport ou même dans d'autres secteurs (p. ex. biomédical, etc.)
- A contrario, le matériel de transport (véhicules récréatifs, spéciaux, ferroviaire, etc.), pourra compter sur les projets d'électrification des transports, l'essor des véhicules autonomes, les batteries au lithium, etc. au Québec et ailleurs dans le monde pour relancer leurs activités.
- Le secteur du papier, incluant l'emballage carton, demeurera un rouage important du commerce en ligne qui est en forte hausse dans le contexte actuel.
- Les produits en bois, en plus des matériaux de construction comme le gypse, le béton et autres, seront nécessaires pour la reprise du secteur de la construction locale, incluant les grands chantiers.
- Les produits chimiques, incluant les produits sanitaires et pharmaceutiques, continueront d'être sollicités.
- La production de biens alimentaires, maintenu comme service essentiel durant la crise notamment avec les entreprises agricoles, la transformation alimentaire, les boissons, abattoirs, productions maraîchères et horticoles, etc. sauront profiter de l'engouement pour les produits québécois en attendant la réouverture des marchés extérieurs.
- Les fabricants de composantes de microélectronique continueront de propulser la transition numérique de l'économie.
- Pour ce qui est des complexes industriels tels que le secteur de l'aluminium primaire, l'après Covid-19 posera plus de défis avec une baisse de la demande, jumelée à une accumulation d'inventaire, un prix en baisse et des liquidités serrées.